

TABLE DES MATIÈRES

1. Avant-propos	3
2. L'équipe	4
3. Recherche et éducation permanente	5
4. Édition et traduction	32
5. Communications et relations publiques	40
6. Le centre de documentation	41
7. Rapport financier	42

Le GRIP s'engage à
communiquer de manière
transparente sur ses activités,
sa gestion et l'origine de ses
ressources. Nous
communiquons sur
donorinfo.be

Le GRIP est membre de
l'Association pour une Éthique
dans les Récoltes de Fonds
(AERF, www.vef-aerf.be)





GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org

Fondé à Bruxelles en 1979, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité s'est développé dans un contexte particulier, celui de la Guerre froide.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP a depuis acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

Centre de recherche indépendant, le GRIP est reconnu comme organisation d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Retrouvez les rapports
et les comptes annuels
du GRIP [sur le Web](#)



1. AVANT-PROPOS

Depuis 35 ans, le GRIP œuvre, par ses travaux, en faveur d'un monde moins armé et plus sûr. Ses origines singulières le distinguent toutefois de ses nombreux « concurrents » ou partenaires : le GRIP n'est ni la création d'un diplomate, ni l'appendice d'un groupe industriel, ni même un centre d'études au service d'un parti ou d'un ministère. Créé en 1979, en pleine crise des Euromissiles, le GRIP est l'émanation d'une opinion publique mobilisée contre la course aux armements. Nous resterons fidèles à cet héritage et à l'indépendance qu'il implique de défendre.

Nous en conservons un caractère hybride auquel nous restons profondément attachés, en conciliant, d'une part, une **mission d'éducation permanente** visant à apporter la compréhension des questions complexes de relations internationales à un public le plus large possible et, d'autre part, en développant l'expertise **d'un institut de recherche indépendant capable de produire des analyses de haut niveau** à destination des décideurs.

Mais nous en supportons aussi les inconvénients, et notamment un financement structurel toujours précaire. Vous l'avez peut-être lu ou entendu : selon le quatrième « **Baromètre de la confiance des associations** » réalisé par la Fondation Roi Baudouin et présenté le 9 décembre 2013, **une association sur trois est en difficulté**. En deux ans, cette proportion a doublé. La part des subsides dans l'ensemble du budget tend inexorablement à décroître, tandis que les subventions publiques sont régulièrement versées avec des retards problématiques.

Le GRIP n'échappe malheureusement pas à cette évolution. De plus, la proportion de nos financements obtenus par contrats et appels d'offres se heurte, d'une part à une contraction générale des moyens disponibles pour financer la recherche en sciences humaines, et d'autre part à une concurrence de plus en plus rude de « think tanks » privés, que les circonstances poussent désormais à se profiler sur les mêmes terrains que nous, sans nos idéaux...

Inévitablement, le résultat déficitaire de l'exercice 2013 porte la trace de ces évolutions conjoncturelles. Cependant, beaucoup de nouvelles graines ont été semées en 2013, et je n'ai aucun doute sur la capacité de toute l'équipe du GRIP à en récolter les fruits en 2014 et au-delà. C'est donc avec une certaine fierté que nous pouvons vous présenter ce nouveau Rapport annuel de nos activités.

Il est la démonstration que la confiance que vous nous avez accordée jusqu'à ce jour est méritée. Au nom de toute l'équipe du GRIP, je vous en remercie, avec la conviction qu'elle se prolongera de longues années encore.

Dr. Luc Mampaey

Directeur du GRIP

2. L'ÉQUIPE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (Juin 2014)

Bernard Adam, Francesca Boniotti, Arnaud Bozzini, Dominic Brumagne, Rik Coolsaet, Sophie da Camara Santa Clara Gomes, Laetitia de Radigues, Chiraz El Fassi, Axelle Fischer, Pierre Grega, Denis Grimberghs, Antoine Hanin, Philippe Hensmans, Marc Installe, Michel Liégeois, Jacques Michel, Louise Ngandu Lukusa, François Reman, François Toussaint, Guy Vaerman, Nicolas Van Nuffel, Jean-Pascal van Ypersele, An Vranckx, Xavier Zeebroek

CONSEIL D'ADMINISTRATION (Juin 2014)

Francesca Boniotti, Laetitia de Radigues
Pierre Grega, Michel Liégeois
Guy Vaerman, Xavier Zeebroek

DIRECTION

Directeur
Luc Mampaey
Directeur-adjoint
Cédric Poitevin

CONFLITS, SÉCURITÉ ET GOUVERNANCE EN AFRIQUE

Coordination
Claire Kupper

Équipe de recherche
Georges Berghezan
Michel Luntumbue
Bérangère Rouppert

ARMES LÉGÈRES ET EXPORTATIONS D'ARMES

Coordination
Cédric Poitevin

Équipe de recherche
Mélanie De Groof
Virginie Moreau
Jihan Seniora

EUROPE, SÉCURITÉ COLLECTIVE ET MONDIALISATION

Coordination
Federico Santopinto

Équipe de recherche
Bruno Hellendorff
Bérangère Rouppert

CHERCHEURS ASSOCIÉS

Holger Anders,
Jean D. Biyogue Bi Ntougou,
Sophie Boisseau du Rocher,
Jean-Marie Collin,
Ben Cramer, Sylvain Fanielle,
Erick Wilson Fofack,
Claudio Gramizzi,
Thierry Kellner, Fanny Lutz,
Pierre Martinot, Marc Memier,
Yannick Quéau,
Vivien Savoye,
Alphonse Tamekamta Zozime,
Christophe Wasinski

CENTRE DE DOCUMENTATION Documentaliste : Alain Reisenfeld

ÉDITION ET COMMUNICATION

Responsable publications
Marc Schmitz

Édition / Traduction
Danièle Fayer-Stern

Édition / Communication
Benjamin Vokar

ADMINISTRATION

Accueil
Denys Detandt
Sabine Fiévet

Secrétariat
Deyanira Martinez

Comptabilité
Chantal Schamp

3. RECHERCHE ET ÉDUCATION PERMANENTE

En 35 ans d'existence, le GRIP a connu des mutations importantes mais préserve son profil hybride en conciliant, d'une part, une **mission d'éducation permanente** visant à apporter la compréhension des questions complexes de relations internationales à un public le plus large possible et, d'autre part, en développant **l'expertise d'un institut de recherche indépendant** et objectif capable de produire des analyses de haut niveau à destination des décideurs et des institutions.

Les **six grands axes de nos travaux de recherche** nous ont permis de conseiller, informer et établir des partenariats enrichissant avec un grand nombre d'institutions publiques ou privées telles que, notamment, le ministère belge des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères du Grand-Duché du Luxembourg, le gouvernement de la Région wallonne, la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère français de la Défense, la Commission et le Parlement européens, les Nations unies, etc.

Les travaux de recherche et d'éducation permanente du GRIP couvrent actuellement six grands axes thématiques :

- I. Conflits, sécurité et gouvernance en Afrique.....6
- II. Armes légères et de petit calibre.....14
- III. Production et transferts d'armes.....18
- IV. Défense et intégration européenne.....23
- V. Désarmement et non-prolifération nucléaires.....26
- VI. Paix et sécurité en Asie Pacifique.....29



I. CONFLITS, SÉCURITÉ ET GOUVERNANCE EN AFRIQUE

Généralement abordé sous l'angle des tensions et conflits qui le traversent, le continent africain est aussi une terre de contrastes et de mutations sociétales. Les tendances à l'enracinement des conflictualités, dans certaines régions, côtoient des dynamiques de stabilisation ou de sortie de crises dans d'autres. Les multiples ressources du continent sont notamment l'enjeu de convoitises diverses, qui revalorisent le statut géopolitique de l'Afrique auprès des puissances extérieures. Elles constituent également le levier d'une récente embellie économique, dont les fruits restent cependant inégalement répartis.

Des crises aux dimensions multiples



Depuis une vingtaine d'années, le GRIP a développé une expertise sur les dynamiques des conflits en Afrique subsaharienne. Nous proposons une **approche axée sur l'appréhension et la compréhension de ces crises dans leurs multiples dimensions** (politique, économique, socio-culturelle et environnementale), afin d'aborder la question de la sécurité humaine sous ses différents aspects. Si la nature des conflits en Afrique s'est profondément

modifiée en passant des conflits interétatiques à des conflits intra-étatiques depuis le milieu des années 90, ces situations conflictuelles restent alimentées dans une large mesure par la circulation sans entrave des acteurs et facteurs de conflits. Aussi, les analyses du GRIP accordent une attention particulière aux **initiatives de prévention et de résolution des conflits**, initiées au niveau des organisations sous-régionales.

Le GRIP fournit des monitorings, des expertises, ou des analyses destinées au grand public. Il a également développé un **partenariat actif avec la société civile** sub-saharienne, en particulier dans le domaine de la lutte contre la prolifération des armes, et collabore avec un important réseau d'experts africains dans les pays concernés.

Le GRIP entend ainsi renforcer la **compréhension des dynamiques de conflit en Afrique subsaharienne** (Afrique centrale, Afrique de l'Ouest et Afrique équatoriale).

PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS EN 2013

4 Monitorings de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest

Ces **monitorings trimestriels** ont pour but de suivre la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest, en particulier au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée**, au **Mali**, au **Niger** et au **Sénégal**. Ils se penchent sur les questions liées aux tensions régionales, au terrorisme et aux trafics transfrontaliers, à la production et aux transferts d'armements et aux mécanismes de coopération en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

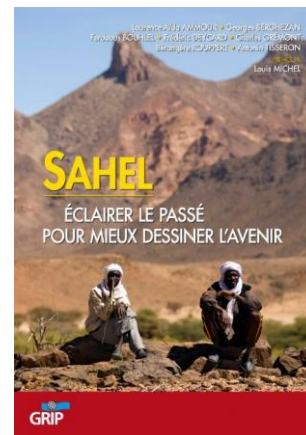
- [Monitoring janvier-mars](#) (Floriane Charles, 23 avril 2013)
- [Monitoring avril-juin](#) (Jean-Gabriel Vermeire, 12 juillet 2013)
- [Monitoring juillet-septembre](#) (Margaux Vaghi, 15 octobre 2013)
- [Monitoring octobre-décembre](#) (Myriam Oko Mvondo, 10 janvier 2014)

1 Livre

- [Sahel. Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir](#)
134 pages, octobre 2013, sous la direction de Bérangère Rouppert.

Auteurs :

Laurence Aïda Ammour, chercheuse associée à l'Institut d'études politiques de Bordeaux et au CIDOB (Barcelone) – Georges Berghezan, chercheur au GRIP – Ferdaous Bouhleb, membre de l'Équipe Monde arabe et Méditerranée de l'Université de Tours – Frédéric Deycard, chercheur au Centre d'études de l'Afrique noire (Bordeaux) – Charles Grémont dirige des travaux à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) de Marseille – Bérangère Rouppert (coordinatrice), chercheuse au GRIP – Antonin Tisseron, chercheur associé à l'Institut Thomas More (Paris).
Préface de Louis Michel, ministre d'État, député européen, chef de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Mali.



PROJET

Observatoire pluriannuel des enjeux sociopolitiques et sécuritaires en Afrique équatoriale et dans les îles du golfe de Guinée

- ✓ Période : octobre 2013 à septembre 2014
- ✓ Financement : Délégation aux Affaires stratégiques, Ministère de la Défense, République française
- ✓ Chef de projet : Claire Kupper
- ✓ Chercheurs : Michel Luntumbue (coordination scientifique), Alphonse Tamekamta Zozime, Jean Delors Biyogue Bi Ntougou

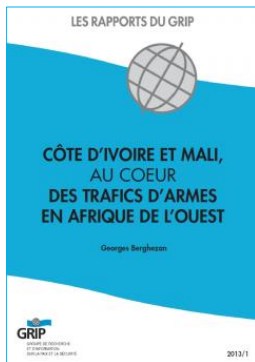


Le GRIP s'est vu attribuer la conduite de l'Étude prospective et stratégique intitulée « Observatoire pluriannuel des enjeux sociopolitiques et sécuritaires en Afrique équatoriale et dans les îles du golfe de Guinée » par la Délégation aux Affaires stratégiques du ministère français de la Défense. L'observatoire a pour but de faire bénéficier la DAS, d'une **expertise sur les enjeux socio-politiques de l'Afrique centrale et équatoriale en particulier le Cameroun, le Congo-Brazzaville, le Gabon et la Guinée équatoriale.**

Le GRIP devra fournir 12 Notes d'Analyse par an, soit 36 sur la durée totale de l'observatoire, et participer à des ateliers d'échange avec la DAS.

Les premières notes cibleront des monographies des pays concernés et seront suivies par des analyses comparées des enjeux transversaux et communs.

3 Rapports



- Côte d'Ivoire et Mali, au cœur des trafics d'armes en Afrique de l'Ouest Georges Berghezan, 2013/1, février 2013.
- Mali. De l'intervention militaire française à la reconstruction de l'État Bernard Adam, 2013/3, mars 2013
- Groupes armés actifs en R. D. Congo – Situation dans le « Grand Kivu » au 2e semestre 2013, Georges Berghezan, 2013/11, décembre 2013.

15 Notes d'Analyse

- L'étonnant consensus autour de l'intervention française au Mali, Bérangère Rouppert, 15 janvier 2013.
- L'eau, les conflits et la coopération - Gestion de l'eau en Afrique de l'Ouest : Risques et opportunités, Bruno Hellendorff, 8 février 2013.
- Gouvernance, rébellions armées et déficit sécuritaire en RCA - Comprendre les crises centrafricaines (2003-2013), Alphonse Tamekamta Zozime, 22 février 2013.
- Mali : l'annonce de la mort de chefs djihadistes ne devrait pas occulter les difficultés sur le front, Bernard Adam, 6 mars 2013.
- EUTM Mali – Une mission déployée dans l'urgence dans un contexte de conflit ouvert, Bérangère Rouppert, 19 avril 2013.
- Niger : du coup d'État à l'engagement international, Damien Deltenre, 16 juillet 2013.
- Le Nigéria dans la géopolitique ouest-africaine : atouts et défis d'une puissance émergente, Michel Luntumbue, 18 juillet 2013.
- Les enfants, victimes de conflits armés dans le monde : Permanence et mutation d'une préoccupation mondiale, Érik Wilson Fofack, 21 août 2013.
- La contribution africaine au maintien de la paix onusien : enjeux et dessous d'un engagement croissant, Bakary Traoré, 30 août 2013.
- Le Burkina Faso : vulnérabilités et risques de turbulences, Michel Luntumbue, 17 septembre 2013.
- L'initiative « matières premières » de l'Union européenne, quel impact sur les relations avec l'Afrique ?, Bruno Hellendorff, 30 octobre 2013.
- Mali, un dialogue de sourds ? Les suites de l'Accord préliminaire de Ouagadougou, Priscilla Sadatchy, 19 novembre 2013.
- La Chine en Afrique de l'Ouest : un modèle de partenariat durable ?, Bruno Hellendorff, 26 novembre 2013.
- Que reste-t-il d'AQMI au Nord Mali ? Évaluation des conséquences de l'Opération Serval, Marc Mémier, 12 décembre 2013.
- Synthèse comparative des facteurs de conflictualité en Afrique de l'Ouest, Michel Luntumbue, 31 décembre 2013.



Casques bleus sénégalais en Côte d'Ivoire
(source : ONU/Eskinder Debebe)

PROJET

Amélioration de la sécurité humaine, prévention des conflits et renforcement de l'État de droit dans huit pays d'Afrique occidentale et centrale

- ✓ Période : janvier 2011 à décembre 2013
(renouvelé pour la période 2014-2016)
- ✓ Financement : Ministère de la Coopération et de
l'Action humanitaire du Grand-Duché de Luxembourg
- ✓ Chef de projet : Claire Kupper
- ✓ Chercheurs : Georges Berghezan, Bruno Hellendorff, Michel Luntumbue, Bérangère Rouppert
- ✓ Stagiaires : Zaïna-Lydie Assumani, Floriane Charles, Claire Dufour, Myriam Oko Mvondo, Margaux Vaghi, Jean-Gabriel Vermeire



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Considérant les stratégies et principes de la politique de Coopération au développement du Luxembourg et le rôle croissant de la société civile pour promouvoir un développement plus solidaire et une participation accrue dans les processus de construction de la paix, le ministère de la Coopération et des Affaires humanitaires du Grand-Duché de Luxembourg a signé avec le GRIP une convention de coopération d'une durée de trois ans. Celle-ci comporte principalement deux types d'activités complémentaires :

- Des analyses destinées à assister les autorités publiques dans leurs connaissances des problématiques étudiées et à informer et sensibiliser les citoyens ;
- Des activités de renforcement des capacités de la société civile d'Afrique francophone en matière de lutte contre les trafics illicites, en particulier la prolifération des armes légères (Coordination du « Réseau africain francophone sur les armes légères pour la prévention des conflits et la construction de la paix » (RAFAL)).

Les trois axes principaux sont :

- 1) **les tensions et l'insécurité en Afrique de l'Ouest**, en ce compris la criminalité transfrontalière et la multiplication des trafics illicites (Monitoring de l'Afrique de l'Ouest, fiches documentaires sur les groupes armés, études pays ...)
- 2) **les conflits potentiels inhérents au partage des ressources naturelles** (changements climatiques et mauvaise gestion)
- 3) **le soutien à l'élaboration des politiques du Luxembourg** en matière de prévention des conflits et de maintien de la paix.

6 Éclairages

- [L'UE au Mali, évolution d'un rôle](#), Federico Santopinto, 17 janvier 2013.
- [Centrafrique : de l'État-fantôme à l'État-canon](#), Alphonse Zozime Tamekamta, 27 mars 2013.
- [Une mission des Nations unies au Mali à l'été 2013](#), Bérangère Rouppert, 26 avril 2013.
- [Sommet stratégique des États d'Afrique centrale et de l'Ouest sur la piraterie](#), Michel Luntumbue, 21 juin 2013.

- **Mali : une élection présidentielle attendue... et réussie !** Bérangère Rouppert, 29 juillet 2013.
- **RCA : Djotodjia et la Séléka, six mois après,** Alphonse Zozime Tamekamta, 24 septembre 2013.

2 Publications extérieures

- **Systemes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest,** Marc Mémier, Michel Luntumbue, Romain Ravet, Gorée Institute, 231 pages, 3 juin 2013.
- **Retour sur la gestion de la crise malienne,** Bérangère Rouppert, Wereldbeeld n° 167, la revue trimestrielle de l'association flamande pour les Nations unies, octobre 2013.



3 monographies

Cameroun, note DAS n° 1, 25 octobre 2013 ; **Congo Brazzaville,** note DAS n° 2, 25 novembre 2013 ; **Gabon,** note DAS n° 3, 25 décembre 2013.

Coordination du Réseau RAFAL

Le « Réseau africain francophone sur les armes légères pour la prévention des conflits et la construction de la paix » (**RAFAL**), initié par le GRIP, est un instrument d'échange d'information, de recherche, de formation, de publication et de diffusion en vue de renforcer les capacités de la société civile africaine francophone. Le GRIP coordonne ce réseau depuis 2002.

À ce jour, le RAFAL compte **105 membres**, dont 87 en Afrique centrale et 18 en Afrique occidentale. Les membres sont des organisations de la société civile (OSC) luttant contre la prolifération des armes dans une dizaine de pays d'Afrique francophone.

En Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

En Afrique centrale : Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo-Brazzaville, RDC, Rwanda et Tchad.

- **9 numéros** (n° 44 à 52) de la « Lettre du RAFAL » reprenant les actualités liées à la lutte contre la prolifération des armes ont été publiés en 2013.



Atelier de formation à Bujumbura, avec le soutien du Bureau des Nations-Unies au Burundi (BNUB).

Soutien aux activités de sensibilisation et de plaidoyer des OSC membres du RAFAL



République démocratique du Congo – Le GRIP a contribué au financement d'une série d'activités de deux membres du RAFAL basés à Goma (Nord-Kivu), l'ACPD et le CPDH-PHRC. Ces activités comprenaient notamment une enquête sur le rapprochement civils/militaires et une séance de « dialogue social » entre représentants civils et des forces de sécurité à Goma, des séances de sensibilisation aux actions à entreprendre face à la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) à Goma, Masisi et Walikale,

la rédaction, la publication et la diffusion d'une brochure de vulgarisation en français et en swahili de la Convention de Kinshasa sur les ALPC.



Burundi – Le 15 février 2013, en collaboration avec la CPD et grâce à un cofinancement du GRIP, le MI-RPD a organisé, à Bujumbura, un atelier de sensibilisation et de plaidoyer pour la mise en œuvre de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des ALPC, dite Convention de Kinshasa. Ayant rassemblé une soixantaine de personnes, dont des représentants officiels, des chefs religieux, des personnalités de la société civile et des journalistes, l'atelier a été principalement consacré à la présentation d'une brochure, en kirundi et français, vulgarisant la Convention de Kinshasa, éditée fin 2012 par la CPD grâce à un financement du GRIP.

Enquêtes de terrain



Mali – Bérangère Rouppert a réalisé une enquête de terrain à Bamako, du 10 au 19 mars 2013, afin d'assister à la mise sur pied de la **mission EUTM Mali**. Ses entretiens l'ont conduite à rencontrer du personnel de l'UE, de l'ambassade de France, de l'ONU, d'ONG ainsi que des membres de la société civile malienne.



République démocratique du Congo – Quatre enquêteurs, commissionnés par le GRIP et appartenant à des organisations membres du RAFAL dans l'est de la RDC, ont contribué à l'**étude sur les groupes armés** au Maniema, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, coordonnée par Georges Berghezan. Leur enquête, sur base de fiches à remplir pour

PROJET

Systemes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest

- ✓ Période : 2012- 2013
- ✓ Financement : Gorée Institute (Sénégal – Dakar)
- ✓ Coordination : Marc Mémier
- ✓ Chercheurs : Claire Kupper, Michel Luntumbue (coordination scientifique), Marc Mémier, Romain Ravet



Le GRIP a été mandaté par le Gorée Institute (Centre pour la démocratie, le Développement et la Culture en Afrique) pour réaliser une étude sur les enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest. L'étude entend dresser un état des lieux par pays des « facteurs conflictogènes » constituant des menaces à la stabilité et à la paix de la sous-région ouest africaine.

Les travaux ont été présentés au 3^e Symposium annuel du Gorée Institute, qui s'est tenu sur l'île de Gorée (Dakar, Sénégal) fin novembre 2012, autour de la thématique « **Gouvernance, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest** », en présence d'acteurs politiques, d'organisations régionales et sous-régionales et d'organisations de la société civile. Ils ont fait l'objet de la publication : « Systemes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest ».

chaque groupe armé actif dans la région, a débuté après une visite du coordinateur à Beni, Goma, Kindu, Bukavu et Uvira en juillet 2013.

Interventions médiatiques

Georges Berghezan

- Analyse de la situation dans l'Est de la RDC. Interview par *The Interdependent*. 3 janvier.
- Trafic de drogue en Afrique de l'ouest. Interview par *BBC-Afrique*. 12 avril.
- Brigade d'intervention de l'ONU dans l'est de la RDC. Interview par *Deutsche Welle*. 28 mai.
- Rôle du Rwanda sur la scène africaine. Interview par *Deutsche Welle*. 12 juin.
- Pourparlers entre le gouvernement de RDC et le M23. Interview par *Deutsche Welle*. 21 octobre.

Eric Wilson Fofack

- 1992-2012, vingt ans de maintien de la paix onusien en Afrique : quel bilan? Reprise de la Note d'Analyse par *Afriqinfos* et *Xinhua*. 4 janvier.

Bruno Hellendorff

- Conflits liés à l'eau en Afrique. Interview par *Deutsche Welle*. 20 mars.

Michel Luntumbue

- Les enjeux de la piraterie dans le golfe de Guinée. Interview par *Cuej.info*, du Centre universitaire d'enseignement du journalisme (Strasbourg). 5 février.
- Les groupes islamistes nigériens Boko Haram et Ansaru. Interview par *l'Humanité*. 19 février.
- Transition politique au Mali. Interview par *Deutsche Welle*. 21 mars.
- Piraterie dans le golfe de Guinée. Interview par *RFI*. 20 juin.
- Boko Haram au Nigeria. Interview par *RFI*. 6 juillet.
- Les crises sécuritaires en Afrique. Interviews multiples par *Les Afriques - Diplomatie*. Juillet.
- Affrontements en RDC. Interview par *Radio Méditerranée*. 16 juillet.
- Politique du Rwanda au Kivu. Interview par *Radio Vatican*. 30 août.

Fanny Lutz

- L'armée égyptienne, force motrice du changement ?, *Opinion, RTBF info*. 2 juillet.

Béragère Rouppert

- Mali, quelle stratégie face au terrorisme ? *Opinion, RTBF info*. 24 janvier.
- Dégradation sécuritaire au Mali, Interview par la *Deutsche Welle*. 10 janvier.
- Intervention française au Mali. Interviews par *Belga, Le Soir, Semana, le blog Défense et Géopolitique, RMC, Vox Africa, RTBF télévision* et *Euronews*. 15-17 janvier.
- Porosité des frontières dans la région sahélienne. Interview par *La Voix de l'Amérique*. 15 février.
- Réforme de l'armée malienne. Interview par *Jeune Afrique*. 1^{er} octobre.
- Analyse de la situation sécuritaire au Sahel. Interview par *Afronline*, relayée par une dizaine de médias africains. 21 octobre.

Conférences, séminaires et exposés

Michel Luntumbue

- Crise au Mali, conférence organisée par la Cellule Solidarité Internationale de la ville de Bruxelles. 7 mars.
- Panel de discussion sur le Mali. Séminaire organisé par la DG Développement et Coopération de la Commission européenne et destinée aux journalistes de grands médias européens. Bruxelles, 12 mars.
- Enjeux de la sécurité collective en Afrique. Séminaire organisé par le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS), du ministère des Affaires étrangères français. Paris, 28 octobre.

Bérangère Rouppert

- Défis à relever au Sahel. Entrevue croisée avec Antonin Tisseron par l'Institut Thomas More. 9 septembre.
- Enjeux de sécurité au Sahel. Séminaire organisé par le Centre d'études des crises et des conflits internationaux de l'Institut de Science politique Louvain-Europe de l'UCL, LLN. 31 janvier.



Photo Nations unies

II. ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE

Aujourd'hui, plus de **875 millions d'armes légères et de petit calibre (ALPC)** sont éparpillées aux quatre coins de la planète. La prolifération incontrôlée de ce type d'armements continue d'avoir des effets négatifs et déstabilisateurs pour le développement et la sécurité. En Afrique en particulier, on comptabilise quelque 100 millions d'ALPC et celles-ci occupent une place centrale dans le déclenchement ou la perpétuation de conflits armés ou de situations de tension.

De nombreuses initiatives contre la prolifération des armes légères et de leurs munitions ont vu le jour, entre autres dans le cadre des Nations unies, de l'Union européenne et de plusieurs organisations régionales africaines.

Armes légères, destructions massives



Aujourd'hui, l'inadéquation des mesures de contrôle et une mise en œuvre insuffisante favorisent trop souvent des détournements vers des utilisateurs non autorisés ou la sphère illicite. Une meilleure connaissance des différentes étapes du cycle de vie des ALPC (production, transfert, détention, gestion des stocks, etc.) est nécessaire afin de mettre en place des politiques cohérentes et efficaces de lutte contre la

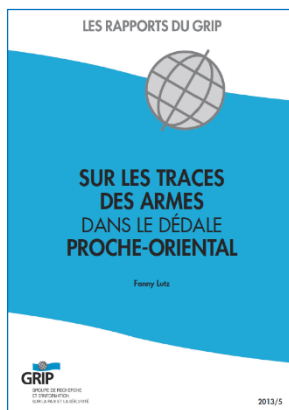
prolifération incontrôlée de ces armes.

Depuis trente ans, le GRIP a développé une expertise internationalement reconnue en la matière. Celle-ci est régulièrement sollicitée dans le cadre des processus internationaux, régionaux et nationaux en vue de restreindre la disponibilité des ALPC et de mieux contrôler leurs transferts.

Le GRIP, à travers ses publications bilingues, ses réseaux et programmes conjoints, entend renforcer la compréhension de la prolifération des ALPC en fournissant des études pointues mais aussi des publications grand-public sur les thématiques suivantes :

- Contrôle des transferts et de l'utilisation finale
- Marquage et traçage
- Contrôle des courtiers en armements
- Contrôle des munitions
- Analyse juridique et mise en œuvre des conventions régionales en Afrique
- Prolifération illicite et trafics en Afrique
- Impact sur la sécurité et le développement.

PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS EN 2013



4 Rapports

- Le contrôle du courtage en armements. Quelle mise en œuvre au sein de l'UE?, Kloé Tricot O'Farrell, 2013/2 FR, 11 février 2013.
- Sur les traces des armes dans le dédale proche-oriental Fanny Lutz, 2013/5, 26 juin 2013.
- Arms brokering controls: How are they implemented in the EU? Kloé Tricot O'Farrell, 2013/2 EN, 29 août 2013.
- Arms Transfers to the Syrian Arab Republic: Practice and Legality Mélanie De Groof, 2013/9, 15 novembre 2013.

3 Notes d'Analyse

- La FINUL et le maintien de la paix au Liban : mission délicate, Fanny Lutz, 29 avril 2013.
- Traçage des armes et opérations de soutien à la paix : théorie ou pratique ?, James Bevan et Glenn McDonald, Note du Small Arms Survey, 6 mai 2013 (Traduction Danièle Fayer-Stern, GRIP)
- Détournements et trafics d'armes en Amérique latine, Virginie Moreau, 27 juin 2013.



Blindé M1A2S destiné à l'Arabie Saoudite. (International Defence Exhibition and Conference, Abu Dhabi, EAU).

3 Éclairages



U.S. Navy photo/Seaman Apprentice Nicolas C. Lopez

- Les États s'accordent pour réglementer le commerce des armes, Jihan Seniora, 4 avril 2013.
- 67 pays, dont la Belgique, ont signé le Traité sur le commerce des armes, Virginie Moreau, 3 juin 2013.
- Traité sur le commerce des armes - Priorités de l'UE en vue de la mise en œuvre, Virginie Moreau, 6 décembre 2013.

Publications extérieures

- Les armes, un business toujours incontrôlable, article de Virginie Moreau publié dans *Alternatives Internationales*, janvier.
- European Union Initiatives to control small arms and light weapons: Towards a more coordinated approach, Cédric Poitevin, 19 décembre 2013, publié par EU Non-Proliferation Consortium.

Traductions

- [Traçage des armes et opérations de soutien à la paix : théorie ou pratique ?](#), traduction Danièle Fayer-Stern, Issue Brief publié par [Small Arms Survey](#), 6 mai 2013.
- [Efficacité des mesures de contrôle des armes légères et rapports nationaux : leçons du continent africain](#), traduction Jihan Seniora, Research Note publiée par [Small Arms Survey](#), 18 septembre 2013.

PROJET

Sociétés d'intermédiation d'intérêt militaire sur le continent africain

- ✓ Période : Juillet 2012-juillet 2013
- ✓ Financement : Délégation aux Affaires stratégiques, Ministère de la Défense, République française
- ✓ Chef de projet : Cédric Poitevin
- ✓ Chercheurs : Claudio Gramizzi, Cédric Poitevin



Cette étude, menée à la demande de la Délégation aux Affaires stratégiques du Ministère de la Défense (France), a eu pour objectif de dresser un état des lieux des activités des sociétés d'intermédiation d'intérêt militaire et des individus menant des activités d'intermédiation sur le continent africain.

Interventions médiatiques

Cédric Poitevin

- Détention d'armes en Belgique. Interview par *LNFM*. 20 mars.
- Violence par arme à feu en Europe. Interview par *RFI*. 21 octobre

Kloé Tricot-O'Farrel

- En Europe, les courtiers en armes ne sont pas assez contrôlés... Article publié dans *Opinion, RTBF Info*, 19 février.

Missions d'étude



Côte d'Ivoire : Claudio Gramizzi et Cédric Poitevin, 10-4 février



Tchad : Claudio Gramizzi et Cédric Poitevin, 19-27 avril.



République du Congo : Cédric Poitevin, 6-14 avril.



Togo : Jihan Seniora, 21-27 avril.

Conférences, séminaires et exposés

Virginie Moreau

- Contrôle des ALPC. Présentation de à l'ULB. 5 novembre.

Cédric Poitevin

- Présentation du rapport d'étude du projet RECSA devant des représentants de l'UA, de la CEDEAO, CEEAC, SADC, des organisations régionales des chefs de police, de l'UE, de l'ONU et d'Interpol. Nairobi, juin 2013.
- Lutte contre la prolifération des ALPC. Conférence organisée par le Consortium sur la non-prolifération et le désarmement, Bruxelles. 30 septembre

Jihan Seniora

- Présentation du projet sur les ALPC en Afrique. Exposé, avec Small Arms Survey, *side-event* en marge des négociations sur le TCA (New York). 26 mars.

Jihan Seniora et Luc Mampaey

- Régionalisation du commerce des armes en Belgique. Conférence organisée par le GRIP et le Vlaams Vredesinstituut puis relayée par différents médias. 21 octobre.

PROJET

Les compagnies aériennes impliquées dans les trafics d'armes en Afrique

- ✓ Période : Décembre 2013 – novembre 2014
- ✓ Financement : Délégation aux Affaires stratégiques, Ministère de la Défense, République française
- ✓ Partenaire : SIPRI
- ✓ Chef de projet : Cédric Poitevin
- ✓ Chercheurs : Claudio Gramizzi, Cédric Poitevin et Jihan Seniora



Cette étude, menée en collaboration avec le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et à la demande de la Délégation aux Affaires stratégiques du Ministère de la Défense (France), a pour objectif de dresser un état des lieux des compagnies aériennes impliquées dans les trafics d'armes en Afrique.

III. PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

La fin de la Guerre froide a marqué un changement radical dans la nature de la demande en armements conventionnels, passant du contexte de la rivalité entre les deux superpuissances à des problématiques nouvelles de sécurité régionale. Après une période de déclin, on observe une nouvelle hausse significative des transferts globaux d'armements depuis le début des années 2000. Les dépenses militaires mondiales, en hausse de 34,4% au cours de la dernière décennie, sont estimées à **1 753 milliards de dollars en 2012**, tandis que le chiffre d'affaires cumulé réalisé dans le secteur par les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde est évalué à plus de 400 milliards de dollars pour l'année 2012.

Des transferts d'armes en hausse constante...



Malgré ces chiffres qui traduisent la militarisation du monde, les initiatives mises en place ces vingt dernières années – renforcement des législations nationales, Position commune de l'Union européenne en 2008, Traité international sur le commerce des armes en 2012, etc. – ont permis des avancées considérables en matière de contrôles des exportations d'armes. Les travaux du GRIP

s'inscrivent résolument dans cette dynamique de renforcement permanent des mécanismes de contrôle et de responsabilisation du commerce des armes.

Le GRIP assure une veille et une analyse permanentes de l'évolution des dépenses militaires mondiales, des principaux producteurs d'armements et des transferts internationaux d'armements conventionnels. Une attention toute particulière est accordée aux initiatives mises en place au niveau de l'Union européenne et de ses États membres.

Le GRIP entend renforcer la compréhension de la production et des transferts d'armements dans le monde, en fournissant des études pointues mais aussi des publications grand-public sur les thématiques suivantes :

- Dépenses militaires et production d'armements
- Tendances mondiales et européennes des transferts d'armements
- Initiatives de contrôle des transferts
- Transparence en matière d'armements.

PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS EN 2013

1 Rapport

- Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2013
Sabrina Lesparre et Luc Mampaey, 2013/4, 19 juin 2013.

2 Notes d'Analyse

- Une décennie de frénésie militaire - Dépenses militaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Fanny Lutz, 26 février 2013.
- Les transferts intra-communautaires des produits liés à la défense : un an de mise en œuvre de la Directive, Jihan Seniora, 25 juin 2013.

6 Éclairages

- Traité sur le commerce des armes : les négociations de la dernière chance ?
Jihan Seniora, 11 mars 2013.
- Toujours pas de traité sur le commerce des armes ! Partie remise ?
Jihan Seniora, 29 mars 2013.
- Traité sur le commerce des armes : de nouvelles signatures dont les États-Unis !
Virginie Moreau, 26 septembre.
- Geza Mezösy : du trafic d'armes à la politique..., Georges Berghezan, 24 octobre 2013.
- Les transferts d'armements de la Région wallonne en 2012. Synthèse du rapport annuel, Jihan Seniora, 26 novembre.
- Traité sur le commerce des armes - Priorités de l'UE en vue de la mise en œuvre, Virginie Moreau, 6 décembre, (Présentation devant la sous-commission Sécurité et Défense, du Parlement européen, en date du 2 décembre).

Traductions

- Traçage des armes et opérations de soutien à la paix : théorie ou pratique ?, traduction Danièle Fayer-Stern, *Issue Brief* publié par *Small Arms Survey*, 6 mai.
- SIPRI YEARBOOK. - Armements, désarmement et sécurité internationale (Désarmement nucléaire), traduction en français par Danièle Fayer-Stern, 7 août 2013.

Interventions médiatiques

Mélanie De Groof

- Persistance de l'insécurité en Libye. Interview par la *Deutsche Welle*. 20 août.
- Enjeux juridiques des frappes de drones. Interview pour TV Slovenia 1. 23-24 mai. (Lors de la conférence organisée par l'université de droit de Ljubljana)
- Frappes de drones au Pakistan. Interview par RTBF. 22 octobre.

Mélanie De Groof, Cédric Poitevin et Bérangère Rouppert

- Débat interactif sur la Syrie. *Live-chat* animé par trois chercheurs du GRIP : sur le site *RTBF Info*. 29 mai.

PROJET

Étude sur les transferts intra-communautaires de produits liés à la défense

- ✓ Période : Décembre 2013 – juin 2014
- ✓ Financement : Commission européenne
- ✓ Chef de projet : Jihan Seniora
- ✓ Chercheurs : Yannick Quéau, Virginie Moreau et Jihan Seniora



Le GRIP coordonne une Étude sur la mise en œuvre de la Directive simplifiant les transferts intra-communautaires de produits liés à la défense par la DG Entreprise et Industrie de la Commission européenne.

L'étude a pour objectif de déterminer et d'**analyser les problèmes actuels de mise en œuvre de la Directive et les obstacles rencontrés aujourd'hui par ses principaux bénéficiaires**, à savoir les États membres et les entreprises européennes de l'armement.

La Directive 2009/43/CE a pour vocation de simplifier et d'harmoniser les règles des transferts entre États européens et de réduire les lourdeurs administratives liées aux procédures d'octroi des licences, tant pour les entreprises que pour les autorités nationales. Les États membres avaient jusqu'en juin 2012 pour transposer dans leur droit interne les dispositions de la Directive, date d'entrée en vigueur de ces dispositions.

Fanny Lutz

- Des armes européennes dans le dédale moyen-oriental, article publié dans la rubrique Opinion du site RTBF Info, 11 juin.
- Influence politique de l'armée égyptienne. Article publié sur RTBF Info. 2 juillet.
- Débat interactif sur l'Égypte. Live-chat le site du Soir. 3 juillet.

Luc Mampaey

- Exportations d'armes wallonnes. Interview par *De Tijd*. 31 mai.
- Commerce des armes belges. Participation de à l'émission Connexions de La Première (*RTBF*). 23 octobre.

Virginie Moreau

- Le commerce des armes et le TCA. Participation à l'émission « Géopolitique, le débat », *RFI*, Paris, 17 décembre.

Cédric Poitevin

- Levée de l'embargo sur les armes à destination des rebelles syriens. Interview de sur les déclarations françaises et britanniques par les journaux *Le Soir* et *l'Express*. 15 mars.

Jihan Seniora

- Adoption du TCA ». Interview par *l'Express*. 28 mars.
- Réglementation sur les transferts d'armes. Interview de pour l'émission radio *CulturesMonde*, sur *France Culture*. 29 janvier.
- Négociations finales du traité sur le commerce des armes. Interview de pour un dossier consacré au sujet par Alternatives économiques. 5 mars.

- Négociations sur le TCA. Interview par La Première (RTBF), et citée et par AlterPresse, un journal en ligne haïtien. Les 3 et 11 avril.

Kloé Tricot O'Farrell

- Législation européenne et contrôle des activités de courtage. Opinion rédigée pour le site de la RTBF. 19 février.

PROJET

État des lieux de la lutte contre la prolifération des armes légères en Afrique

- ✓ Période : Janvier à juin 2013
- ✓ Financement : Regional Centre on Small Arms (RECSA)
- ✓ Partenaire : Small Arms Survey (Genève)
- ✓ Chef de projet : Cédric Poitevin
- ✓ Chercheurs : Cédric Poitevin, Jihan Seniora et Claudio Gramizzi



Le GRIP, en consortium avec Small Arms Survey (Genève), a été sélectionné par le Regional Centre on Small Arms (RECSA) pour mener une étude d'état des lieux (baseline study) de la **lutte contre la prolifération des armes légères en Afrique**. Cette étude a, entre autres, pour objectif :

- Identifier et évaluer le niveau de mise en œuvre des engagements internationaux et régionaux des États africains, des organisations sous-régionales et des organisations régionales de chefs de police
- Évaluer les capacités nationales et régionales de lutte contre la prolifération des armes légères
- Analyser l'impact de ces initiatives
- Identifier les défis et meilleures pratiques à l'échelle régionale et nationale.

RECSA est l'organisme intergouvernemental établi en 2005 afin de coordonner l'action de lutte contre la prolifération des armes légères dans la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs.

Conférences, séminaires et exposés

Mélanie De Groof : Les attaques ciblées et les drones. Conférence organisée par la European University Institute. Florence, 21-22 février.

- Enjeux juridiques des frappes de drones. Conférence organisée par l'université de droit de Ljubljana. 23-24 mai.
- Situation en Syrie. Atelier-débat, à l'école Regina Caelilyceum de Dilbeek. 23 octobre.

Virginie Moreau : La prévention et la lutte contre le commerce illicite des armes à destination des pays sous embargo : le rôle du Traité sur le commerce des armes. Séminaire organisé par l'IRIS et la DAS. Paris, 16 décembre.

- Traité sur le commerce des armes : Priorités de l'UE en vue de la mise en œuvre. Présentation devant la sous-commission Sécurité et Défense du Parlement européen. 2 décembre.

Cédric Poitevin : Contrôle aux exportations. Séminaire organisé par la Deloitte Academy. 6 mars.

Jihan Seniora : Exportations d'armes belges au Moyen-Orient. Interview par la RTBF. 21 octobre

- Présentation sur le TCA. Conférence organisée par la Cellule du droit international humanitaire de l'ULB. 17 avril.
- Réguler le commerce des armes: Utopie ou réalité ?, Conférence organisée par la Cellule DIH de l'ULg et la Croix-Rouge de Belgique. Liège, 14 mars.
- Tendances des transferts d'armements des États membres de l'UE et mise en œuvre de la Position commune européenne sur les exportations d'armements. Présentation devant le groupe de travail international des Verts/EFA au Parlement européen. Bruxelles, 5 mars.

Yannick Quéau : Internationalisation de la production d'armement des firmes européennes. Midi Stratégique du GRIP. 22 octobre.

PROJET

Cellule de veille sur l'évolution de la production et des transferts d'armes en Belgique, en Europe et dans le monde

- ✓ Période : 2004-2014
- ✓ Financement : Gouvernement de la Région wallonne
- ✓ Chef de projet : Cédric Poitevin
- ✓ Chercheurs : Mélanie De Groof, Fanny Lutz, Virginie Moreau, Cédric Poitevin, Jihan Seniora
- ✓ Stagiaires : Simon Pierre Boulanger Martel, Nissa Daise, Sophie Durut, Maxence Eymard, Quentin Genard, Sabrina Lesparre, Sabine Sarraf, Miguel Zaragoza

Avec
le soutien de la



Wallonie

Ce projet consiste en l'établissement au sein du GRIP d'une **Cellule de veille de l'évolution de la production et des transferts d'armes en Belgique, en Europe et dans le monde.**

La Cellule de veille étudie principalement les thématiques suivantes :

- les réglementations et les politiques belges et européennes relatives au contrôle des armements (production, transferts, courtage, lutte contre les trafics, etc.) et des biens et technologies à double usage ;
- les initiatives internationales de contrôle des armements (notamment, le processus des Nations unies sur les armes légères et de petit calibre, le Traité sur le commerce des armes) ;
- le contrôle des armes légères et de petit calibre (entre autres, le marquage et le traçage, le contrôle des munitions, la détention par les civils) ;
- les évolutions technologiques et industrielles dans le secteur de l'armement ;
- les données socio-économiques sur la production et le commerce d'armes en Belgique et dans le monde.

La Cellule de veille publie annuellement 4 Rapports du GRIP et 12 Notes d'Analyse sur ces sujets ; assure une veille permanente sur l'évolution de la situation sécuritaire dans une vingtaine de pays susceptibles de faire l'objet de transferts d'armes au départ de la Région wallonne et maintient également à jour des bases de données sur les transferts d'armes de la Belgique et sur l'industrie belge de l'armement.

IV. DÉFENSE ET INTÉGRATION EUROPÉENNE

Les turbulences dans la zone euro à la suite de la crise financière nous ont rappelé que toute chose mise en commun devrait toujours comporter une intégration adéquate des politiques nécessaires à sa gestion. La politique de sécurité et de défense commune (PSDC), que l'Union européenne peine à mettre en œuvre, n'échappera pas à cette règle de bon sens.

Des capacités militaires sans capacités politiques ?



Pourtant, l'Europe de la défense semble aujourd'hui reléguée à un débat purement technique et capacitaire, à un projet d'épargne dénué de tout dessein politique d'intégration. *Errare humanum est, perseverare diabolicum* : après avoir créé une monnaie commune sans politique économique commune, l'Union européenne devrait éviter de créer des capacités militaires communes sans « capacités politiques communes », c'est-à-dire sans approfondir davantage son intégration.

Lier le débat technique au projet d'intégration

Le contexte géopolitique dans lequel opère l'Union européenne n'est d'ailleurs pas si différent du contexte économique. Imprévisible, il impose une capacité de décision dont l'Europe doit absolument se doter, si elle veut devenir un acteur crédible sur la scène internationale. En reliant l'analyse technique à la prospective politique, le GRIP a pour objectif de rappeler que la PSDC est avant tout un moyen au service d'un projet et d'une vision stratégique que doit incarner le processus d'intégration européenne.

Le GRIP ambitionne de promouvoir le débat sur l'intégration européenne, en se focalisant sur :

- La dimension stratégique de la PSDC, la diversité des regards nationaux sur celle-ci et leurs possibles convergences
- La mutualisation des capacités militaires européennes et les enjeux de gouvernance qu'elle comporte
- La dimension politique et institutionnelle de la PSDC et les options en matière d'une possible Europe à deux vitesses dans ce domaine
- L'industrie, la finance et le « marché » européen de l'armement et de la sécurité, la base industrielle et technologique de défense
- L'échange d'expertises et d'analyses dans le cadre d'un réseau d'universités et de centres de recherche européens sur l'approche globale de l'Union européenne dans la gestion des crises.

PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS EN 2013

2 Notes d'Analyse

- [La réforme de la Défense en Bosnie-Herzégovine: entre démocratisation et blocage politique](#), Vivien Savoye, 11 mars 2013.
- [La réforme de la stratégie européenne de sécurité : État des lieux d'un débat sur la diplomatie et la défense européennes](#), Pierre Minard, 6 mai 2013.

2 Éclairages

- [L'UE au Mali - Évolution d'un rôle](#), Federico Santopinto, 17 janvier 2013.
- [Armer les rebelles syriens ? Une action en principe illégale](#), Mélanie De Groof, 20 juin 2013.

4 Publications extérieures

- [European Union Initiatives to control small arms and light weapons: Towards a more coordinated approach](#), Cédric Poitevin, in: EU Non-Proliferation Consortium, 19 décembre 2013.
- Version résumée en anglais de [La réforme de la stratégie européenne de sécurité : État des lieux d'un débat sur la diplomatie et la défense européennes](#), publiée sur le site [European Global Strategy](#), le 29 octobre 2013.
- Crise syrienne (Mélanie De Groof) et crise malienne (Bérandère Rouppert). **Deux** articles publiés dans *Wereldbeeld*, la revue trimestrielle de l'association flamande pour les Nations unies. Octobre.

1 Livre

National Visions of EU Defence Policy - Common Denominators and Misunderstandings

Collectif sous la direction de Megan Price et Federico Santopinto

Auteurs :

Federico Santopinto, **Megan Price** – Clingendael (The Hague), **Manuel Muniz** - University of Oxford, **Giovanni Faleg** - Centre for European Policy Studies (CEPS, Brussels), **Alessandro Marrone** - Istituto Affari Internazionali (IAI, Rome), **Joanna Dobrowolska-Polak** - Institute for Western Affairs (Poznan), **Christian Würzer** - Vienna University.



Interventions médiatiques

Bernard Adam

- L'avenir de l'armée belge. Interview par *Le Soir*. 16 avril.

Mélanie De Groof

- Légalité d'une intervention en Syrie. Interview par *La Libre Belgique*. 6 septembre.

Federico Santopinto

- L'Europe face à la crise syrienne : Londres, Paris ... et les autres, *Opinions, RTBF Info*. 6 septembre.
- L'Europe de la défense et la gestion des crises. Interview sur *La Première*. 3 février.
- Intervention militaire en Syrie. Interview par *L'Express*. 29 août.
- Diplomatie européenne dans le dossier syrien. Article publié sur *RTBF Info*. 6 septembre.
- Manœuvres militaires en Méditerranée. Interview par *RTBF*. 6 septembre.
- L'Europe face à la crise syrienne. Citation dans *Wall Street Journal*. 6 septembre.
- Résolution européenne sur la Syrie. Interview par *RFI*. 12 septembre.

Conférences, séminaires et exposés

Luc Mampaey

- Henri La Fontaine, Prix Nobel de la Paix en 1913. Participation au colloque organisé à l'université de Mons. 24 mai.
- Un 24 avril à Istanbul - Quelles perspectives pour la reconnaissance du génocide arménien en Turquie? Animation de la rencontre au centre Amazone ASBL, Bruxelles, 2 décembre.

Cédric Poitevin

- Politique européenne de voisinage. Conférence organisée par le Collège d'Europe. 21 mars.

PROJET

New Challenges of Peacekeeping and the EU's Role in Multilateral Crisis Management

- ✓ Période : 2009-2013
- ✓ Financement : Union européenne
- ✓ Partenaires : un réseau d'une trentaine de centres de recherche européens
- ✓ Chef de projet : Federico Santopinto



En 2013, le GRIP a porté à terme l'Action COST « New Challenges of Peacekeeping and the European Union's Role in Multilateral Crisis Management », financée par l'UE (COST Action IS 0805). Lancé en 2009, ce projet a permis de créer un réseau administré par le GRIP et composé d'une trentaine de centres de recherche européens, travaillant sur le **maintien de la paix et sur le rôle de l'UE dans ce domaine**.

Consulter le site du projet : <http://www.cost.eu>

V. DÉSARMEMENT ET NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRES

La fin de la Guerre froide a suscité un nouvel espoir pour les processus de désarmement et d'arrêt de la prolifération nucléaires. Malgré des avancées dans le domaine du contrôle des armements (traité d'interdiction complet des essais nucléaires et zones exemptes d'armes nucléaires) et une réduction substantielle de l'arsenal nucléaire mondial, de nouvelles puissances sont apparues – Inde et Pakistan en 1998, Corée du Nord en 2002 – tandis que les puissances nucléaires officielles poursuivent leurs programmes de modernisation.

Une modernisation nucléaire continue



Parallèlement, la société civile et les centres de recherche, en s'appuyant essentiellement sur les diplomates du monde anglophone, propagent des idées qui ont un impact fort dans la communauté internationale du désarmement, notamment sur les questions relatives aux conséquences humanitaires, au coût des arsenaux nucléaires et aux traités d'interdiction. La domination de la réflexion anglophone en la matière révèle un déficit important de la pensée stratégique francophone.

Promouvoir une pensée stratégique francophone

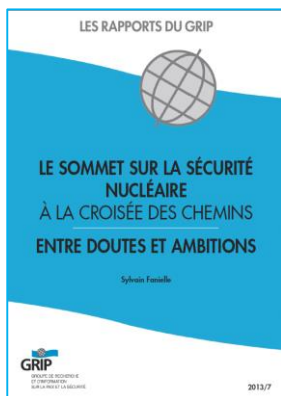
En comparaison, on peut observer la faiblesse du débat sur ces thèmes parmi les 77 États de la francophonie. Il en résulte un contexte propice à la poursuite de la politique de dissuasion menée par les États nucléaires, mais peu favorable au renforcement des initiatives internationales qui plaident pour le désarmement nucléaire global. Contribuer à établir un contrepoids solide à la représentation univoque des enjeux nucléaires véhiculée par les acteurs anglo-saxons est un facteur de nature à accélérer le processus global de désarmement nucléaire inscrit dans le Traité de non-prolifération (TNP).

Par son approche globale et holistique, **le programme du GRIP « Désarmement et non-prolifération nucléaires »** a pour objectif de développer et de promouvoir une **pensée stratégique alternative** sur ces questions dans le monde francophone.

L'ouverture et le développement de cette pensée stratégique passera par des travaux de traduction – qui permettront de comprendre la pensée anglophone et d'alimenter et d'enrichir la réflexion francophone – et par des recherches et des publications originales axées sur :

- La sécurité humaine et l'incompatibilité grandissante de l'arme nucléaire avec les menaces écologiques
- Le coût des arsenaux nucléaires militaires et de leur modernisation.

PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS EN 2013



2 Rapports

- Le Sommet sur la sécurité nucléaire à la croisée des chemins : entre doutes et ambitions, Sylvain Fanielle, 12 août 2013.
- La Conférence sur une zone exempte d'armes de destruction massive et leurs vecteurs au Moyen-Orient, Bérangère Rouppert, 4 novembre 2013.

2 Notes d'Analyse

- [L'impact humanitaire des armes nucléaires : un nouveau « Forum du désarmement » ?](#)
Jean-Marie Collin, 25 avril 2013.
- [Deux ans avant la Conférence de révision du TNP 2015 : quelles avancées ?](#), Bérangère Rouppert, 23 mai 2013.



Ministre des Affaires Étrangères norvégien,
lors de la conférence d'Oslo
(Source: Mari Nordmo/MFA)

2 Éclairages



Hassan Rohani au siège des Nations unies à New York, (source : Rick Bajornas/ONU).

- [Quel avenir pour la Convention d'interdiction des armes chimiques ?](#), Bérangère Rouppert, 21 mai 2013.
- [Vers une solution négociée du nucléaire iranien? Dynamiques favorables et vents contraires](#), Elena Aoun, Thierry Kellner, 8 novembre 2013.

1 Publication extérieure

- [Nouvelles perspectives pour l'organisation d'une Conférence sur une ZEADM au Moyen-Orient ?](#), Bérangère Rouppert, publié sur le site d'information Grotius International, 29 novembre 2013.

Traductions

- SIPRI YEARBOOK - Armements, désarmement et sécurité internationale (résumé), traduction Danièle Fayer-Stern, juillet (avec le soutien financier de la DAS).

Interventions médiatiques

Mélanie De Groof & Cédric Poitevin

- Risques de prolifération des armes en Syrie. Interview par *L'Express*, *France24* (en anglais) et *RTBF La Première*, citée par *Slate.fr* et publié sur *Opinion RTBF Info*. 28-29 mai.

Bruno Hellendorff

- Essai nucléaire nord-coréen. *Forum de midi*, *RTBF La Première*. 13 février.

Luc Mampaey

- Présentation du GRIP. Interview pour la newsletter du Consortium européen sur la non-prolifération. Novembre.

Bérandère Rouppert

- Bombes nucléaires B 61-12. Interview par la *RTBF*. 26 avril.
- Utilisation d'armes chimiques en Syrie. Interview par *Métro-France*. 27 mai.
- Présentation de l'OIAC. Interview par *Radio Contact*. 11 octobre.

Prix de la Réflexion Stratégique 2013 du CSFRS, remporté par **Bérandère Rouppert**, pour son Rapport intitulé « [La Conférence sur une zone exempte d'armes de destruction massive et leurs vecteurs au Moyen-Orient : nouvelles perspectives à la lumière de la crise syrienne et de l'élection présidentielle iranienne](#) ». Le prix a été remis par le ministre français de l'Intérieur, dans le cadre des Assises nationales de la recherche stratégique qui se sont tenues le vendredi 13 décembre 2013 à l'École militaire, à Paris.

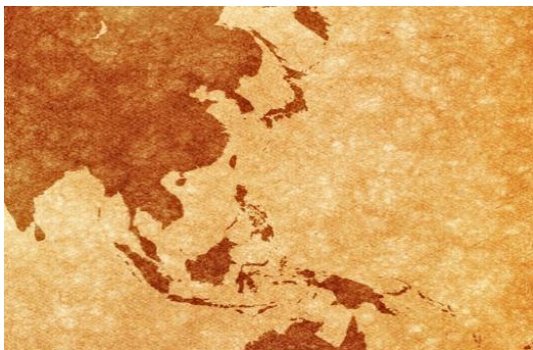


VI. PAIX ET SÉCURITÉ EN ASIE-PACIFIQUE

La montée en puissance de l'Asie est l'un des phénomènes majeurs du 21^e siècle. Il confère au continent asiatique ainsi qu'à sa façade Pacifique une importance renouvelée dans la reconfiguration des rapports de force au niveau mondial.

Pourtant, théâtre d'enjeux multiples, l'Asie n'est pas un espace stratégique apaisé : les nationalismes exacerbés, la course aux armements, les contentieux territoriaux ou les différends maritimes sont des indicateurs de menaces sur cet espace de prospérité à prendre d'autant plus au sérieux qu'il n'existe pas à ce jour d'institutions régionales capables d'encadrer d'éventuelles escalades et de donner à cette Asie complexe une identité stratégique.

Une Asie complexe sans identité stratégique



Cette « transformation du monde » et ses conséquences sont d'un intérêt majeur pour **une Europe qui désarme**. Quelle intelligibilité donner aux dynamiques concomitantes de coopération et compétition stratégique en Asie ? Comment y faire face ? Quels impacts pour la sécurité et la prospérité du Vieux Continent ? Si de nombreuses compétences existent en Europe, relatives à l'une ou l'autre dimension de ces enjeux, elles souffrent d'un

double handicap. Un manque de **cohérence** d'abord. Une certaine **tyrannie de la distance** ensuite, qui trop souvent rend les enjeux asiatiques lointains, voire abstraits.

Par sa visée collaborative et une recherche centrée sur les perceptions des acteurs asiatiques plutôt qu'à travers une « lunette européenne », **le programme « Paix et Sécurité en Asie-Pacifique » du GRIP** cherche à combler ce manque.

Le GRIP ambitionne de fournir une plateforme sur les enjeux stratégiques asiatiques en Europe. Sa **plus-value** est centrée sur les questions de paix et de sécurité, abordées au travers de :

- La sécurité maritime en Asie : politiques des États et enjeux pour la sécurité mondiale
- Les cultures stratégiques asiatiques
- Les dépenses militaires, transferts d'armements, développements des bases industrielles et technologiques de défense en Asie
- Le rôle de l'Europe dans les reconfigurations stratégiques en cours
- La Chine et la sécurité asiatique : évolutions et scénario

PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS EN 2013

1 Rapport

- Le « pivot » américain vers l'Asie : conséquences sur le système de défense antimissile américain, asiatique et européen, Bruno Hellendorff et Bérangère Rouppert, 2013/6, 1^{er} juillet 2013.

2 Notes d'Analyse

- Dépenses et transferts militaires en Asie du Sud-Est : une modernisation qui pose question, Bruno Hellendorff, 12 juin 2013.
- Course aux armements navals en Asie: vers une nouvelle Conférence de Washington?, Bruno Hellendorff et Thierry Kellner, 13 décembre 2013.

2 Éclairages

- Australian conservatives are back on track, Alexia Honoré, 2 octobre 2013.
- Vers une nouvelle guerre de Corée ?, Bruno Hellendorff & Thierry Kellner, 8 avril 2013.

1 Publication extérieure

- Le développement indonésien : vision historique et implications stratégiques, Bruno Hellendorff, 9 février 2013, note sur un article intitulé « Politique étrangère de l'Indonésie : un redéploiement prudent », publié dans Perspectives internationales, 13 janvier 2013.

Interventions médiatiques

Bruno Hellendorff

- Tensions dans la péninsule coréenne. Interviews multiples par *RTBF La Première*, *Radio Méditerranée Internationale*, *Le Soir*, *L'Avenir*, *RTBF* et *RTL TVI*. Du 26 mars au 16 avril.

Bruno Hellendorff et Thierry Kellner

- Analyse des tensions en Corée du Nord. Publications d'articles pour *Asia Times Online* et *East Asia Forum*. 9 et 20 avril.
- Vers une nouvelle guerre de Corée ? Bruno Hellendorff et Thierry Kellner, adaptation, 9 avril et interview de Thierry Kellner par *Radio Chine Internationale*, 11 avril.
- Course à l'armement naval en Asie. Publié sur le site *RTBF*. 30 octobre.

Conférences, séminaires et exposés

Sophie Boisseau du Rocher

- L'offensive de charme chinoise en Asie du Sud-Est ». Midi stratégique du GRIP. 23 avril.

Bruno Hellendorff et Sophie Boisseau du Rocher

- Sécurité maritime. Séminaire organisé par le GRIP en partenariat avec l'ambassade d'Indonésie à Bruxelles. 30 septembre-1^{er} octobre.

Bruno Hellendorff

- 2^e Symposium sur les études d'Asie du Sud-Est, organisé à l'Université d'Oxford. 9 mars.
- La course aux armements en Asie du Sud-Est. Midi stratégique du GRIP, en présence de l'ambassadeur indonésien Arif Havas Oegroseno. 28 mars.
- Conférence organisée au Parlement européen. 29 avril.
- Conférence sur les matières premières ». Présentation au Parlement européen. 2-3 octobre.



*Arif Havas Oegroseno, ambassadeur indonésien en Belgique,
Bruno Hellendorff et Cédric Poitevin.
Midi Stratégique sur la course aux armements en Asie du Sud-Est (27 mars 2013).*

4. ÉDITION ET TRADUCTION



Depuis sa fondation, le GRIP est apprécié pour son travail d'éditeur, essentiel pour la diffusion de travaux de qualité. Toutes les publications, **Notes d'Analyse**, **Éclairages**, **Rapports** et **Livres** – ainsi que le bulletin d'information trimestriel **Les Nouvelles du GRIP** –, sont soigneusement relues, éditées et mises en page par l'équipe Publications.

Le GRIP se charge aussi de la **traduction** et l'**adaptation** d'ouvrages, en interne ou en collaboration extérieure : coordination avec les traducteurs extérieurs, relecture de fond et de forme ainsi que mise en page et impression.

Par ailleurs, le GRIP assure la vente et la diffusion de ses publications, en librairies et à travers des campagnes de promotion : site Internet, présence à de nombreux événements (voir Relations publiques, les stands). La gestion de la clientèle est assurée par les membres du secrétariat.

L'équipe

Marc Schmitz (responsable), Danièle Fayer-Stern, Benjamin Vokar, Sabine Fiévet et Denys Detandt

Les publications¹

- Les **Livres du GRIP** abordent les questions internationales dans les domaines de la géostratégie et de la sécurité internationale. Certains ouvrages sont édités et diffusés par le GRIP seul. Pour d'autres, le GRIP travaille en partenariat avec un éditeur. En 2013 s'achevait la collection « **L'International en jeu** », en collaboration avec André Versaille Éditeur (qui a depuis cessé ses activités). Ces ouvrages ont pour vocation d'élargir les thèmes abordés par nos chercheurs en même temps que le public auquel ils s'adressent. Chacun d'eux donne lieu à une **conférence-débat**, destinée à la presse et à tout public intéressé (voir Communication et relations publiques) et fait l'objet d'une campagne de promotion.
- Les **Rapports du GRIP** : cette collection (sans périodicité) valorise des travaux de recherche réalisés pour la plupart par les chercheurs du GRIP. Les 11 rapports rédigés en 2013 sont mentionnés dans les pages « Recherche » correspondantes.
- Les **Notes d'Analyse** : diffusées sur notre [site Internet](#), ces analyses (10 à 20 pages) présentent la synthèse d'une problématique. Les 36 Notes publiées en 2013 sont répertoriées dans les pages « Recherche » correspondantes.

¹ À l'exception des livres, toutes nos [publications](#) sont disponibles gratuitement sur notre site Internet.

- Les **Éclairages** : notes courtes de 4 pages, apportent une information rapide et pertinente sur un sujet d'actualité. Ils sont diffusés sur notre [site Internet](#), de la même manière que les Notes d'Analyse.
- Les **Nouvelles du GRIP** : cette lettre d'information trimestrielle de huit pages (regard sur les grands dossiers du moment, nouvelles insolites, aperçu des activités, publications, conférences, etc.). Elles sont envoyées à quelque 2 000 contacts, 3 fois l'an, ainsi qu'un envoi supplémentaire à environ 4 500 contacts.

2 Livres

Comment devient-on génocidaire ?

Et si nous étions tous capables de massacrer nos voisins

Damien Vandermeersch, avec la collaboration de Marc Schmitz, novembre 2013



« Le barbare est celui qui ne s'oppose pas à la barbarie », disait Claude Lévi-Strauss. Au Rwanda, en ce sinistre printemps 1994, l'équation est certainement plus complexe pour celui qui se trouve au cœur de la tempête. Car résister, ce n'est pas seulement écouter sa conscience, faire preuve de courage, c'est aussi aller à contre-courant de certaines traditions, comme l'obéissance aux autorités. Quoi qu'il en soit, les paysans des collines sont nombreux à rejoindre le camp des tueurs...

Un an après les faits, c'est ce pays traumatisé aux tombes encore fraîches que découvre Damien Vandermeersch. Juge d'instruction, il s'est vu confier les « affaires Rwanda » en Belgique et vient enquêter sur place. Il écoute des victimes, interroge les bourreaux. La noirceur de l'âme humaine, il veut la comprendre, l'éclaircir...

Qu'est-ce qui amène un citoyen « ordinaire » à vouloir exterminer son semblable ? Cette question le tourmente et l'a poussé à prendre la plume. Avec l'idée de mettre à nu les grandes stratégies et logiques qui auront conduit au crime des crimes. Si la parole de centaines de Rwandais constitue le point de départ, l'auteur s'est aussi attelé à explorer le contexte historique, politique, voire sociologique de cette époque. Dans un langage vivant, imagé et accessible, il nous invite ainsi à découvrir les mille et une pièces d'un puzzle qui, une fois assemblées, expliquent pourquoi tant de Rwandais ont basculé... Et nous, sommes-nous vraiment à l'abri de pareil cataclysme ? (trois extraits gratuitement téléchargeables sur [site](#))

La **conférence de présentation** a eu lieu le jeudi 5 décembre à Wallonie Bruxelles International, Bruxelles, organisée par le GRIP et RCN Justice & démocratie, avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Intervenants : **Damien Vandermeersch**, l'auteur ; **Pacifique Kabalisa** (rescapé, Centre pour la prévention des crimes contre l'humanité) ; **Médiatrice Mukayitasire** (psychologue, Association Modeste et Innocent) ; **Laurien Ntezimana** (théologien, Association Modeste et Innocent) ; **Martien Schotsmans** (directrice de RCN Justice et Démocratie).



Recensions dans la presse audiovisuelle, écrite et en ligne. (Voir le détail sur la page du [site Internet](#)) : *Deutsche Welle* (20 décembre 2013) ; *Afrik'Hebdo*, RTBF La Première (14 décembre 2013) ; *Le Soir*, Colette Braeckman (5 décembre 2013) ; *Le Vif/L'Express*, Francois Janne d'Othée (15 novembre 2013) ; Magazine de l'association Umubano, Jean-Pierre Roobrouck, (décembre 2013) ; Magazine « [Traces de mémoire n°10](#) » (décembre 2013) ; etc.

« La mémoire du juge est intacte, comme une plaie vive, mais la question est toujours aussi lancinante : "Comment devient-on génocidaire ?" C'est pour tenter de trouver une réponse que Damien Vandermeersch a répondu positivement à la proposition de Marc Schmitz, éditeur au GRIP et, en collaboration avec ce dernier, a rédigé un ouvrage éclairant qui, si le sujet n'était aussi grave pourrait aussi s'appeler "le génocide pour les nuls", car il restitue le contexte de l'époque, rappelle les faits et l'histoire et retrace l'étrange démarche d'un magistrat belge soudain plongé au cœur de l'indicible. »

Le Soir.

« En pédagogue avisé, le magistrat tente d'expliquer les processus collectifs qui conduisent aux crimes de l'extrême : la recherche d'un pouvoir sans partage, le contexte de guerre, l'autolégitimation sur base du "passé", les médias... Sur fond de crise, les personnalités peuvent vite basculer, note l'auteur, citant le cas du bourgmestre Akayesu, considéré comme un "type bien" avant d'envoyer à la mort ceux qui lui faisaient confiance. "Et si nous étions tous capables de massacrer nos voisins?" interroge Vandermeersch. Encore faut-il qu'on soit confronté, comme au Rwanda, à cette obéissance aveugle à l'autorité, couplée à la déshumanisation de l'autre. »

Le Vif.

Sahel : Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir

Collectif sous la direction de Bérangère Rouppert, octobre 2013



L'intervention de l'armée française en janvier 2013 a ramené le Mali sur nos écrans radar. Jusque-là, qui se souciait de cette société aux apparences démocratiques, pourtant gangrenée par une corruption endémique, le clientélisme, des trafics en tous genres ? Un pays au cœur de l'Afrique noire et aux portes de l'Europe... happé par la mouvance islamiste. Si l'action militaire a permis de repousser les djihadistes, l'insécurité gagne du terrain et risque de déstabiliser une bonne partie de l'Ouest africain. En ce sens, le cas malien ne peut être compris qu'en le replaçant dans son contexte régional.

Le présent ouvrage s'inscrit dans cette « vision sans frontières ».

Les auteurs – tous des chercheurs, avec une expérience de terrain – nous replongent dans le passé, s'intéressent aux Touaregs du Niger et leurs migrations, à l'enracinement de la criminalité d'Etat et aux mouvements islamistes au Mali, aux populations nomades du Sahel... D'autres chapitres analysent la politique extérieure de l'Algérie, les politiques de sécurité américaine et européenne, ou encore une expérience originale en Mauritanie : la repentance chez les djihadistes. Un dernier texte est enfin consacré à la question qui s'impose après les récents soubresauts : comment imaginer revivre ensemble ?

Le Sahel ne doit pas retomber dans l'oubli ! Puisse ce livre y contribuer car la situation préoccupante au Mali, ce n'est ni plus ni moins qu'une crise politique majeure de notre temps...

Les auteurs :

- ✓ **Laurence Aïda Ammour**, chercheuse associée à l'Institut d'études politiques de Bordeaux et au CIDOB (Barcelone)
- ✓ **Georges Berghezan**, chercheur au GRIP
- ✓ **Ferdaous Bouhlel**, membre de l'Équipe Monde arabe et Méditerranée de l'Université de Tours
- ✓ **Frédéric Deycard**, chercheur au Centre d'études de l'Afrique noire (Bordeaux)
- ✓ **Charles Grémont** dirige des travaux à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) de Marseille
- ✓ **Bérangère Rouppert** (coordinatrice), chercheuse au GRIP
- ✓ **Antonin Tisseron**, chercheur associé à l'Institut Thomas More (Paris).
- ✓ Préface de **Louis Michel**, ministre d'État, député européen, chef de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Mali.

[Le sommaire peut être consulté](#) sur le site du GRIP.

Deux **conférences de présentation** ont eu lieu :

Le jeudi 24 octobre, le Grand-Duché de Luxembourg a accueilli trois auteurs de l'ouvrage – Frédéric Deycard, Georges Berghezan et Bérangère Rouppert – qui ont eu l'occasion de présenter le contenu de leurs recherches à un public composé de membres du ministère luxembourgeois de la Coopération au développement, de représentants de la société civile et du secteur humanitaire.

Le vendredi 25 octobre, l'ambassade du Luxembourg à Bruxelles a ouvert ses portes à quatre des auteurs – avec l'arrivée de Charles Grémont – afin d'échanger avec des responsables de l'UE civil et militaire, du personnel diplomatique africain, des étudiants, des journalistes, ainsi que des membres de la société civile.

Recensions dans la **presse audiovisuelle, écrite et en ligne**. (Voir le détail sur la page du [site Internet](#)) : [Politique africaine n° 132](#), Julien Brachet (décembre 2013) ; [Alternatives internationales n° 61](#), Yves Hardy (décembre 2013) ; [Le Monde diplomatique](#), Anne-Cécile Robert (novembre 2013) ; [Site d'actualité Nord-Mali](#) (26 septembre 2013) ; etc.



Extraits

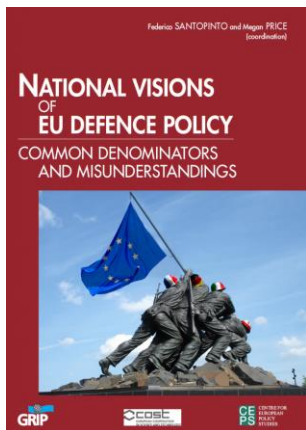
Préface de Louis Michel : La guerre qui secoue le nord du mali est une guerre qui dépasse le Mali, la sous-région, l'Afrique et l'Europe. Elle n'est pas définitivement finie vu le nombre impressionnant d'armes en circulation et elle aura des conséquences sur l'ensemble du Sahel et au-delà. C'est une guerre qui nous concerne tous directement. C'est une guerre qui ébranle le fonds commun des démocrates et des humanistes. [...]

« COMMENT IMAGINER REVIVRE ENSEMBLE ? » « Il faut mettre fin aux rébellions ! On ne peut pas obtenir un État par les armes ! Nos frères qui sont sur le terrain, il faut aller leur dire la vérité. C'est à l'état de voir comment il va traiter son problème avec ceux se sont soulevés contre lui. Mais nous [populations civiles], restons soudées, solidaires et unies, pour que l'état ne nous écrase pas tous sur son passage ! C'est cette parole que l'on doit avoir aujourd'hui. » [...]

Outre ces deux livres, le GRIP a participé à la réalisation d'un ouvrage sur la politique de défense européenne, dans le cadre du projet COST (voir page 25) :

National Visions of EU Defence Policy - Common Denominators and Misunderstandings

Collectif sous la direction de Megan Price et Federico Santopinto



Cette étude vise à inverser l'angle d'approche communément utilisé dans le débat stratégique sur l'Europe de la défense. Plutôt qu'identifier, à Bruxelles, les valeurs et les intérêts communs qui pourraient constituer le socle d'une stratégie européenne globale, l'étude s'est concentrée sur les stratégies nationales individuelles que les principaux pays européens entendent poursuivre, ... depuis leur propre capitale, à travers la Politique de sécurité et de défense commune (PeSDC). La PeSDC est donc analysée ici non pas comme une fin en soi ni comme un outil collectif au service de l'Union européenne, mais comme un moyen à disposition des pays ciblés afin de servir leurs propres

intérêts et leurs visions singulières.

Les auteurs : **Federico Santopinto**, **Megan Price** – Clingendael (The Hague), **Manuel Muniz** - University of Oxford, **Giovanni Faleg** - Centre for European Policy Studies (CEPS, Brussels), **Alessandro Marrone** - Istituto Affari Internazionali (IAI, Rome), **Joanna Dobrowolska-Polak** - Institute for Western Affairs (Poznan), **Christian Würzer** - Vienna University

Préface de **Jaap de Hoop Scheffer**

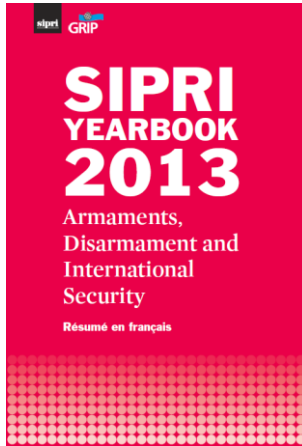
Extrait

One does not have to be a fervent believer in an ever closer Union to realise that a diplomatic toolbox with no instruments to project military power when diplomacy and other soft-power levers fail is incomplete and ineffective. So much for belief. Practice has proved to be far more complicated. First, for understandable reasons democracies consider decision-making on matters of security and defence to be a core element of their sovereignty. After all, the decision might involve sending their men and women in uniform into harm's way. Second, some EU members, given their history or geographical position, consider NATO to be the instrument of choice when it comes to military (hard) power projection. The absence of any serious EU-NATO dialogue is a major stumbling block to any division of labour between the two organisations and impacts negatively on the ambition to strengthen CSDP. The political stalemate over Cyprus – an EU member – is a case in point. CSDP would benefit from policy co-ordination with the Alliance and from being able to use

Traductions et coordination de traduction

SIPRI YEARBOOK 2013 Armements, désarmement et sécurité internationale

(Résumé en français), traduction Danièle Fayer-Stern (GRIP), août 2013



Publié par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), le SIPRI Yearbook est un recueil de données et d'analyses sur la sécurité et les conflits, les dépenses militaires et l'armement, la non-prolifération, le contrôle des armes et le désarmement.

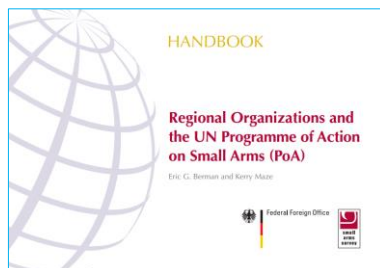
Son résumé est traduit chaque année en huit langues, dont la version française est assurée par le GRIP. Celui-ci est le résumé de la 44^e édition du SIPRI Yearbook. Il aborde des sujets tels que les conflits armés, conflits apparus dans le sillage du « Printemps arabe », la paix fragile en Asie de l'Est et du Sud-Est, les opérations de paix et gestion des conflits, les nouvelles opérations en Syrie, au Sahel et en Guinée-Bissau, les dépenses militaires, la criminalité violente en Amérique centrale.

Traduction et diffusion réalisées par le GRIP, avec le soutien financier de la Délégation aux Affaires stratégiques, du ministère français de la Défense.



Regional organizations and the UN Programme of Action on Small Arms

Eric Berman et Kerry Maze, août 2012 (traduction Danièle Fayer-Stern, à publier en 2014)



Les organisations régionales occupent une fonction importante dans le contrôle des armes légères, dès lors que, illicites, ces armes sont souvent liées à des conflits régionaux et font l'objet d'un trafic régional. La coopération transfrontalière, le partage d'informations ainsi qu'un marquage et un traçage harmonisés sont des éléments essentiels d'un mécanisme de contrôle efficace

des armes légères. Ce manuel fournit une mine d'informations sur les activités régionales et établit un certain nombre de connexions utiles parmi les communautés de lutte contre le trafic de narcotiques, le terrorisme et le crime transnational.

Nouvelles du GRIP : sommaires des quatre numéros 2013

Décembre 2013

- ✓ Le débat sur les armes de destruction massive au Moyen-Orient : nouvelles perspectives (Béangère Rouppert)
- ✓ Vers une version moderne de la conférence navale de Washington? (Bruno Hellendorff)
- ✓ Les FDLR sous la loupe - extrait du rapport « Groupes armés actifs en RD Congo » (Georges Berghezan)



Octobre 2013

- ✓ Le cancer des groupes armés au cœur de l'instabilité au Congo (Georges Berghezan)
- ✓ Le Mexique face au crime organisé (Virginie Moreau)
- ✓ L'Europe face à la crise syrienne (Federico Santopinto)

Juin 2013

- ✓ Armer les rebelles syriens ? Une action en principe illégale ! (Mélanie De Groof)
- ✓ Le Traité sur le commerce des armes : désormais une réalité (Virginie Moreau)
- ✓ Dépenses militaires en Asie du Sud-Est : faut-il s'inquiéter? (Bruno Hellendorff)

Avril 2013

- ✓ Le Mali face à l'urgence des défis (Béangère Rouppert)
- ✓ Armées arabes, gardiennes du statu quo ou moteurs du changement? (Fanny Lutz)
- ✓ En Europe, les courtiers en armes ne sont pas assez contrôlés... (Kloé Tricot O'Farrell)
- ✓ Le docteur Denis Mukwege enfin reconnu – et écouté – à Kinshasa (Marc Schmitz)



5. COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES



Le GRIP se distingue des autres centres de recherche par son approche duale : d'une part, il a développé une **expertise sur des sujets souvent pointus** destinés à une audience spécifique (décideurs politiques, chercheurs, journalistes, etc.) et d'autre part, il poursuit une **politique de vulgarisation** qui permet de toucher un public plus large, qui va bien au-delà du public spécialisé sur les questions de sécurité internationale.

C'est dans ce contexte que le GRIP entretient une collaboration étroite avec les **principaux médias belges et plusieurs médias européens**, qui relayent régulièrement son travail à travers des citations, recensions et interviews (voir notamment la rubrique « actualités » sur la page d'accueil du [site Internet du GRIP](#)).

Au cours des dernières années, le public du GRIP a sensiblement augmenté et l'institut est de plus en plus sollicité, que ce soit par des journalistes, des institutions, des étudiants ou de simples citoyens. Les sollicitations extérieures ne cessent d'augmenter et notre site Internet, principale vitrine du GRIP, jouit lui aussi d'une croissance exponentielle. À titre d'exemple, le site a rassemblé **80 000 visites en 2013**, dont près de 45 000 visiteurs uniques, ce qui constitue une progression de 56 % par rapport à 2012. Une tendance à la hausse qui est vouée à se maintenir, du fait de notre présence accrue sur les réseaux sociaux ([Facebook](#), [Twitter](#), [LinkedIn](#), [Youtube](#)) et de la multiplication de nos activités.

Présence à travers des stands

Par ailleurs, le GRIP a pour longue tradition de participer à divers événements (colloques, journées d'étude, séminaires, salons), source importante de relations avec son public et ses partenaires, par le biais de stands présentant les publications du GRIP. Ainsi les travaux et activités du GRIP ont-ils été représentés à pas moins de 19 événements en 2013. Parmi les plus importants, on citera :

- Plusieurs conférences de présentation du Livre « L'homme qui répare les femmes. Le combat du Docteur Mukwege » (Colette Braeckmann, GRIP, 2012)
- Conférence-débat sur le Mali, Fatoumata Sidibe, Parlement bruxellois, 18 avril
- Fête du 1^{er} mai, Place Rouppe, Bruxelles
- Témoignage de Pauline Kayitare dans différentes écoles au Luxembourg, 21 mai
- Conférence Enfants soldats, Parlement européen, 27 juin
- Rencontres écologiques d'été, Écolo (Massembe), 29 août-1^{er} septembre

6. CENTRE DE DOCUMENTATION

Le GRIP dispose d'un **centre de documentation spécialisé, ouvert au public sur rendez-vous.**

Principalement en français et en anglais, le fond documentaire – riche d'environ 14.000 références bibliographiques – peut être consulté depuis le [site Internet du GRIP](#). Le nouveau catalogue de la Bibliothèque du GRIP, basé sur le logiciel spécialisé PMB, permet depuis octobre 2013 l'automatisation du prêt des documents.

Le Centre de Documentation a évolué parallèlement au développement du GRIP. Il s'est, depuis 30 ans, spécialisé, agrandi et adapté aux nouvelles technologies.



La première mission du Centre de Documentation est de **soutenir les travaux des chercheurs et analystes internes du GRIP**. Pour cela, il met en place des alertes quotidiennes et une veille des diverses sources électroniques, il effectue des recherches documentaires, notes de synthèses, acquisitions ; Le documentaliste s'occupe également de la gestion du fond documentaire.

Les domaines de recherche sont ceux du GRIP en général : sécurité et défense en Europe, en Afrique, dans les autres régions du monde (Asie,...) ; prévention et gestion des conflits ; évolution des armements conventionnels et nucléaires, prolifération et régimes de contrôle des armements (en particulier la problématique des armes légères) ; économie de l'armement (l'industrie de l'armement, les dépenses militaires, les exportations d'armement..) ; relations internationales, politiques de défense et nouveaux concepts de sécurité... Le Centre de documentation du GRIP développe des synergies avec des bibliothèques universitaires et scientifiques et avec des centres d'information et de documentation spécialisés. Nous adhérons au [Réseau européen d'information sur les relations internationales et études régionales \(EINIRAS\)](#) et à l'[Association belge de documentation \(ABD\)](#).

Documentaliste responsable : Alain Reisenfeld

Fonds documentaire

Le fonds documentaire se répartit entre quatre grandes catégories :

- ✓ Plus de quatre milles livres et autres monographies en rapport avec nos sujets d'études.
- ✓ Une collection de plus d'une centaine de revues spécialisées actives et/ou archivées (voir liste).
- ✓ Une attention particulière est portée aux annuaires et ouvrages de référence (voir liste), publiés par divers instituts de recherche, institutions ou ONG.
- ✓ Des monographies, périodiques et documents d'institutions internationales (ONU, OTAN, OSCE, Union Européenne, ...) nationales ou régionales complètent le fonds documentaire.

7. RAPPORT FINANCIER

L'exercice 2013 se solde avec une perte de – 15 213,46 euros. Compte tenu d'un résultat reporté positif de 11 822,50 euros, nous avons une perte à reporter de – 3 390,96 euros.

	2009 (réalisé)	2010 (réalisé)	2011 (réalisé)	2012 (réalisé)	2013 (réalisé)
Produits	1 289 433	1 186 684	1 436 461	1 385 945	1 203 213
Charges	1 312 630	1 182 862	1 433 849	1 372 333	1 218 427
Résultat de l'exercice	-23 197	3 822	2 611	13 613	-15 213
Résultat reporté	-8 224	-4 401	-1 790	11 822	-3 391
Fonds social	31 776	35 599	38 210	51 823	36 609

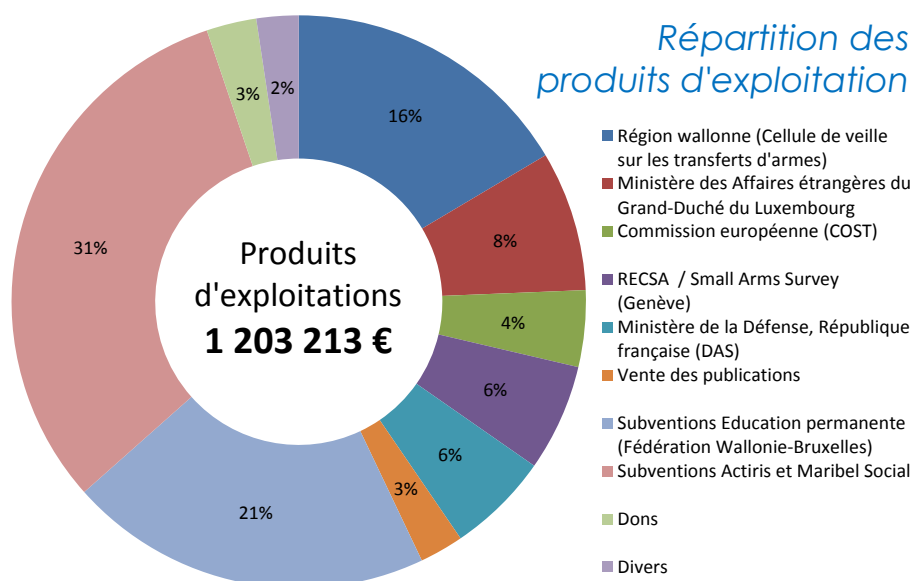
Les subventions sont stables d'année en année et représentent environ 52 % des produits d'exploitation.

L'objectif budgétaire n'a pu être atteint en raison d'un certain nombre de revers au niveau des contrats avec la DAS : les contrats « Observatoire de la dissuasion », « Pensées stratégiques asiatiques »

et « Coopérations sud-sud dans l'armement », sur lesquels nous avons fondé certains espoirs, nous ont échappé ; de même, nous n'avons reçu qu'une petite fraction du subside demandé à la DAS dans le cadre des subventions pour aide à la publication.

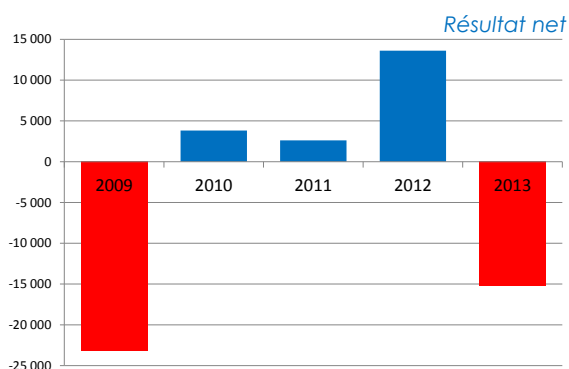
Trois nouveaux contrats obtenus en 2013 ont partiellement compensé ces échecs : deux avec la DAS (« Observatoire pluriannuel des enjeux sociopolitiques et sécuritaires en Afrique équatoriale et dans les îles du golfe de Guinée » et « Les compagnies aériennes impliquées dans les trafics d'armes en Afrique ») et un avec la Commission européenne (« Étude sur les transferts intra-communautaires de produits liés à la défense»). La notification de ces nouveaux contrats est cependant survenue trop tard dans l'année ; seule une petite fraction des recettes générées par ces contrats a pu être imputée sur l'exercice 2013, le solde étant reporté sur 2014.

Les ventes de publications ont été légèrement inférieures aux prévisions. Le chiffre d'affaires des ventes de livres avait été exceptionnel en 2012, grâce au succès du livre sur le Dr Mukwege. Le prolongement de ce succès en 2013 a été surestimé dans nos prévisions.



Au niveau des charges, il y a peu d'écart entre les dépenses effectivement réalisées au cours de l'exercice 2013 et celles qui avaient été inscrites au budget prévisionnel présenté à l'AG du 20 juin 2013. Ces chiffres appellent néanmoins quelques remarques.

Le seul dépassement notable concerne les dépenses en frais d'impressions et de photocopies. Il s'explique en partie par une sous-estimation du coût de location des machines, mais aussi par une augmentation mécanique liée au



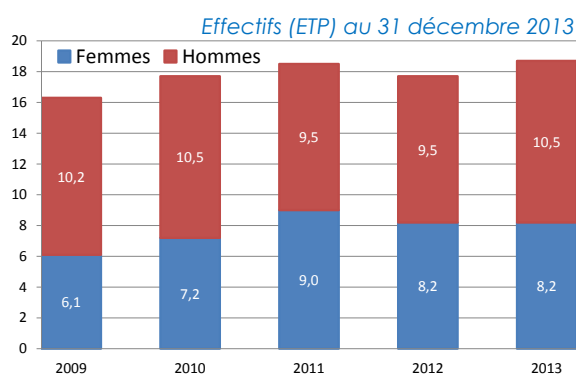
nombre croissant de Rapports et de Notes d'Analyses publiés, ces publications étant réalisées en interne.

Tous les autres frais de fonctionnement sont conformes aux prévisions et stables ou correctement maîtrisés.

Les charges financières sont en forte baisse pour la deuxième année consécutive. Cette baisse a été rendue possible (1) par un coût

du crédit plus avantageux obtenu chez CREDAL, (2) par un recours le plus parcimonieux possible à ce crédit de trésorerie, (3) par l'absence de tout retard dans le paiement du précompte professionnel et de l'ONSS, et accessoirement, (4) par la clôture de plusieurs comptes bancaires inutiles et donc des frais y afférents.

Il est à noter que la variation de stocks a pesé positivement sur le résultat de 2013, après la correction d'erreurs accumulées pendant plusieurs exercices dans l'évaluation des stocks de publications.



I. BILAN

BILAN	2009	2010	2011	2012	2013
Immobilisations incorporelles	248				
Immobilisations corporelles	46 721	36 349	15 339	14 204	14 598
Immobilisations financières	10 443	10 554	25 114	25 185	25 460
Créances à plus d'un an					
Stocks	15 060	19 806	13 704	8 877	26 149
Créances à un an au plus	230 184	443 815	290 593	214 169	262 181
Placements de trésorerie					
Valeurs disponibles	63 979	22 510	39 420	90 872	21 448
Comptes de régularisation		1 032	11 235	7 552	11 579
ACTIF	366 635	534 064	395 405	360 859	361 415
Moyens permanents	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Bénéfice reporté	14 973				11 823
Perte reportée		-8 224	-4 401	-1 790	
Solde classes 6 et 7	-23 197	3 822	2 611	13 613	-15 213
Provisions pour risques et charges					
Dettes à plus d'un an	62 149	44 458	25 122	20 327	19 955
Dettes à un an au plus	266 169	417 357	272 378	231 888	302 620
Comptes de régularisation	6 540	36 651	59 695	56 821	2 230
PASSIF	366 635	534 064	395 405	360 859	361 415

II. COMPTES DE RÉSULTATS

COMPTES DE RESULTATS	2009	2010	2011	2012	2013
CHIFFRE D'AFFAIRES	684 780	558 704	760 448	729 194	533 253
700000 Contrats	661 201	480 716	703 164	681 824	493 251
700200 Publications	19 010	27 881	21 567	42 663	29 802
700900 à 708000 Autres	4 569	50 107	35 717	4 707	10 200
AUTRES PRODUITS	600 845	623 597	675 420	655 116	666 429
737000 à 737902 Subventions	561 996	580 001	620 680	613 709	622 275
740000 Dons	36 481	35 736	44 578	34 177	33 912
740100 à 745000 Autres	2 368	7 860	10 162	7 230	10 242
PRODUITS FINANCIERS	2 633	4 383	592	1 116	3 531
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 175			519	
PRODUITS	1 289 433	1 186 684	1 436 461	1 385 945	1 203 213
COÛT DES PROJETS	325 698	137 628	312 781	322 041	138 712
600300 et 600330 Collaborateurs	148 647	80 370	86 516	117 210	88 322
601000 Activités	32 170	11 382	171 839	139 202	4 744
601100 à 601130 Voyages	89 640	23 272	18 640	20 784	31 449
602000 à 602110 Publications	37 269	21 999	23 703	33 061	24 104
623160 Déplacements animateurs	5 614	5 351	5 981	6 931	7 390
609000 Variations de stock	12 358	-4 746	6 102	4 853	-17 298
FRAIS GÉNÉRAUX	125 084	126 120	126 497	136 229	138 281
610000 à 611010 Locaux (loyers, entretien, consommations)	58 484	56 720	60 386	68 368	66 059
612100 Téléphone et IT	19 860	17 068	18 929	16 927	17 470
612315 Impressions et copies	12 729	15 201	10 814	12 114	18 443
612320 Timbres et frais d'envois	9 807	10 905	10 292	7 589	6 731
614100 et 614110 Bibliothèque (abonnements et fond)	6 115	5 585	5 290	5 904	6 326
Autres 61 Autres frais de fonctionnements	18 090	20 641	20 786	25 327	23 252
FRAIS DE PERSONNELS	812 074	872 634	925 125	888 177	919 280
Autres 62 Rémunérations et charges diverses	801 982	843 524	867 440	831 704	862 173
623330 Prépension (CCE)		15 179	43 156	41 484	41 191
613210 et 613211 Secrétariats sociaux	6 258	6 463	9 048	7 700	7 847
617100 Personnel stagiaire	3 835	7 467	5 482	7 288	8 069
AMORTISSEMENTS	14 869	16 090	17 855	6 200	6 601
RÉDUCTION DE VALEUR SUR STOCKS					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	12 023	6 348	9 774	8 325	7 053
CHARGES FINANCIÈRES	22 803	24 042	21 830	11 092	7 750
CHARGES EXCEPTIONNELLES			19 882	143	24
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	78		105	127	727
CHARGES	1 312 630	1 182 862	1 433 849	1 372 333	1 218 427
RÉSULTAT	-23 197	3 822	2 611	13 613	-15 213
RÉSULTAT À REPORTER	-8 224	-4 401	-1 790	11 822	-3 391